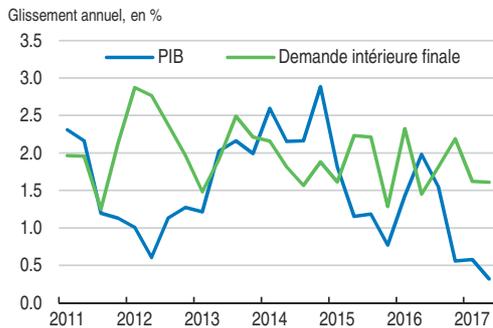


Étude économique de la Suisse 2017

La croissance économique est lente

La croissance de la production et celle de la demande intérieure sont modestes



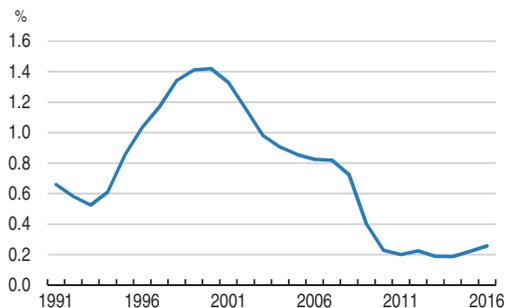
Source : Secrétariat d'État à l'économie (SECO).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933621842>

La Suisse continue d'assurer à ses citoyens un niveau de vie élevé. L'économie a fait preuve d'une résilience considérable, notamment face à l'appréciation du franc suisse en 2015. Néanmoins, l'expansion économique a été insuffisante pour permettre une résorption des capacités inutilisées ou une hausse sensible du revenu par habitant. Les politiques monétaires non conventionnelles ont contribué à ramener l'inflation en territoire positif, mais elles présentent d'autres risques. L'excédent de la balance courante reste important. La politique budgétaire est saine, et la règle budgétaire fédérale a favorisé la réduction de la dette publique, mais les dépenses prioritaires doivent alors être financées par redéploiement de ressources. Il devient de plus en plus urgent d'assurer la viabilité du système de retraites et mettre en place des politiques efficaces pour prolonger la vie active en bonne santé.

Une accélération de la croissance de la productivité est nécessaire pour rehausser les revenus

La croissance de la productivité tendancielle du travail est quasiment nulle



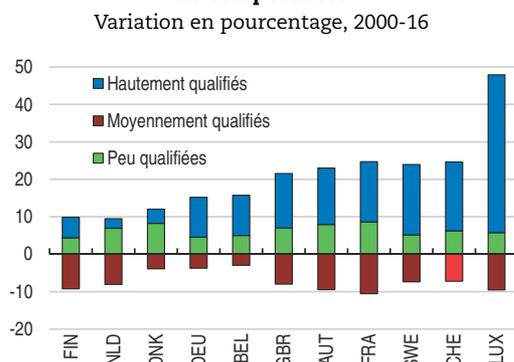
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933621861>

La croissance de la productivité du travail en Suisse ralentit depuis la fin des années 90, et a été ramenée à un tiers du taux moyen de la zone OCDE des dix dernières années. La Suisse occupe une position de premier plan en R-D et en innovation, mais ces activités doivent être mieux réparties dans l'ensemble des entreprises et des secteurs. Stimuler l'arrivée de nouvelles entreprises innovantes pourrait inverser la récente divergence entre les entreprises à la frontière technologique et les autres. Améliorer la concurrence, renforcer les échanges de services et l'investissement, et alléger les charges administratives pourraient stimuler la création de start-ups innovantes et relancer la croissance. Les établissements d'enseignement supérieur peuvent jouer un rôle en améliorant l'entrepreneuriat avec des pépinières d'entreprises. En outre, le pays pourrait exploiter davantage les capacités des femmes et des immigrés, sachant qu'ils ne réalisent pas leur potentiel.

La demande de travailleurs qualifiés est forte

La croissance de l'emploi a essentiellement concerné des activités à forte intensité de compétences



Source : Eurostat.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933621880>

Le système suisse d'enseignement et de formation est réputé et a contribué aux taux d'emploi élevés. La demande de travailleurs qualifiés est forte et devrait le rester. Ce facteur, conjugué à des mutations profondes telles que la transformation numérique et au risque d'un recul de l'immigration, va mettre à rude épreuve le système. L'offre de travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur devra être encore accrue. L'accès aux possibilités de formation continue devrait être élargi aux individus en dehors de la population active ainsi qu'aux personnes les moins bien formées, et il faudrait encourager les travailleurs âgés à participer. Dans le système scolaire, la pratique de l'orientation précoce a été réduite, mais elle a toujours un impact négatif sur les résultats des personnes issues de milieux socioéconomiques défavorisés.

Enraciner l'expansion et préserver un niveau de vie élevé

La politique monétaire soutient la croissance et le retour à la stabilité des prix. Il y a peu de marge pour procéder à un surcroît d'assouplissement monétaire et les risques pour la stabilité financière augmentent. La situation budgétaire est saine.

La hausse des prix des logements s'est ralentie, mais des déséquilibres perdurent. Certains pans du système bancaire sont très exposés au secteur du logement. Les garanties des cantons à leurs banques publiques sont un risque budgétaire et faussent la concurrence. Les banques sont peut-être en train d'assouplir leurs critères d'octroi de prêts.

La charge budgétaire liée au vieillissement de la population est susceptible de prendre le pas sur d'autres dépenses. Les travailleurs font face à des incertitudes croissantes quant à leur revenu à la retraite et au déroulement de leur vie active. L'épargne de précaution des ménages, liée à l'incertitude sur l'avenir, et la nécessité de financer des achats coûteux de logements contribuent peut-être au volume de l'excédent de la balance courante.

Éviter la sous-utilisation persistante des crédits budgétaires grâce à une meilleure coordination des procédures aux échelons fédéral et infranational.

Réduire les subventions agricoles et améliorer l'efficacité des dépenses publiques pour libérer des fonds et les affecter à des mesures propices à la croissance et à l'inclusivité.

Éliminer les garanties explicites restantes accordées par les cantons à leurs banques publiques.

Mettre en place un cadre juridique officiel permettant de fixer des limites de prêts hypothécaires et prenant en compte la capacité financière des emprunteurs qui sera mis en œuvre selon le principe « appliquer ou s'expliquer ».

Fixer l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes comme pour les hommes et le lier ensuite à l'espérance de vie.

Accroître les incitations financières à travailler plus longtemps.

Promouvoir les programmes visant à allonger la vie active en bonne santé, notamment les soins préventifs.

Promouvoir la formation continue, la planification des carrières et l'aide individualisée à la recherche d'emploi pour renforcer la résilience des travailleurs face aux changements.

Rehausser la productivité pour renforcer la croissance à long terme

L'État est très présent dans des secteurs comme l'énergie, les télécommunications et les transports, et la concurrence est faible. Parmi les membres de la Commission de la concurrence figurent des représentants d'associations économiques, jetant le doute sur son indépendance. L'accès au marché entre cantons est difficile dans plusieurs professions.

Les restrictions aux échanges de services et aux importations agricoles sont importantes, notamment pour la circulation des personnes. Les nouveaux accords de libre-échange offrent l'occasion d'accroître la taille des marchés, de réaliser des économies d'échelle et d'accroître la productivité.

Le taux d'entrepreneuriat est faible dans les groupes d'âge les plus jeunes. La charge administrative est lourde. La fragmentation du système d'aides publiques réduit son efficacité.

Certaines catégories de population ne réalisent pas leur potentiel, notamment les femmes. Elles assument en grande partie la responsabilité d'élever les enfants, et le système fiscal a un effet dissuasif sur le second revenu du ménage. Le ralentissement de l'immigration pourrait aggraver les pénuries de main d'œuvre qualifiée.

Renforcer la présence capitaliste du secteur privé et lever les barrières à l'entrée, notamment les restrictions relatives au nombre de concurrents, dans l'énergie, les télécommunications et les transports. Mettre fin à la présence de représentants d'associations économiques à la Commission de la concurrence.

Réduire les restrictions relatives aux échanges de biens et de services, notamment concernant les produits agricoles.

Terminer les négociations d'accords de libre-échange qui sont en cours avec des pays d'Asie et le MERCOSUR.

Finaliser le guichet virtuel unique destiné au traitement des questions administratives.

Établir des points de contact physiques dans les cantons pour améliorer la prestation des services de conseil et les programmes de financement public.

Rendre plus abordables les services d'accueil des enfants.

Modifier l'imposition des revenus afin qu'elle s'applique au niveau des individus, et non des ménages, ou prendre des mesures équivalentes.

Faciliter l'entrée d'immigrés très qualifiés originaires de pays hors UE pour répondre aux besoins du marché du travail.

Garantir le dynamisme du système d'acquisition des compétences et de formation tout au long de la vie

Les emplois exigeant une formation tertiaire se multiplient, et les taux de vacances d'emploi sont élevés dans les secteurs à forte intensité de compétences. La séparation des élèves entre filière professionnelle et filière générale au terme du premier cycle de l'enseignement secondaire amoindrit la mobilité intergénérationnelle.

Le système d'enseignement professionnel repose sur l'apprentissage, mais les petites entreprises tendent à ne pas y participer. Les programmes sont généralement adaptés en fonction de l'évolution de la situation du marché du travail, mais le modèle basé sur l'école est moins relié à l'entreprise.

La participation à la formation continue est élevée, mais pas dans toutes les catégories de population. Les dépenses publiques pour la formation continue sont faibles, et le cadre complexe.

Collecter des données plus précises sur les compétences pour faciliter l'adaptation du système d'enseignement à l'évolution des besoins du marché du travail.

Accroître l'efficacité des passerelles entre les filières professionnelle et générale en renforçant le volet d'enseignement général du cursus professionnel, et réciproquement.

Encourager les petites entreprises à participer davantage à l'apprentissage en favorisant le partage des places entre les entreprises et les centres de formation prenant en charge une partie de la formation.

Resserrer les liens avec les associations patronales dans les cantons où l'enseignement professionnel est dispensé en milieu scolaire.

Recourir à des subventions pour favoriser la participation à la formation continue pour les groupes qui en profitent peu.